

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 11 juillet 2024

Selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), en juin 2024, le taux d'inflation globale aurait accéléré de 0,4 point, à 4,98 % g.a.

LE CHIFFRE A RETENIR

4,98 %

Taux d'inflation en
glissement annuel au
mois de juin 2024

L'inflation sous-jacente, qui exclut les biens et services dont les prix sont les plus volatiles, à l'instar de l'énergie et des produits alimentaires, se serait établie à 4,1 % g.a. le mois dernier, contre 4,2 % g.a. en mai, soit son niveau le plus bas depuis mars 2021.

L'inflation non sous-jacente a quant à elle continué d'accélérer, s'établissant à 7,8 % en juin, contre 6,2 % g.a. en mai, tirée par majoritairement par le prix des fruits et légumes (+19,7 % g.a.) notamment en raison des conditions climatiques (sécheresse).

Par ailleurs, la Banque Centrale du Mexique favoriserait une politique monétaire prudente notamment au regard de la baisse des taux, l'ayant maintenu à 11 % lors du dernier comité de politique monétaire le 27 juin.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

La Présidente Claudia Sheinbaum souhaiterait créer 10 *corridors* industriels à **travers le pays, afin d'attirer les investissements étrangers dans les 32 Etats** composants la République fédérale. Ces *corridors* auraient vocation à favoriser l'implantation d'entreprises productives destinées à exporter, notamment dans les secteurs des énergies renouvelables, de l'agro-industrie, de la pétrochimie et de l'automobile. En plus de ces-derniers, elle aurait proposé la construction d'au moins 100 nouveaux parcs industriels afin de distribuer les investissements nationaux et étrangers.

L'entreprise italienne Eni aurait découvert un puits **d'exploration** pouvant contenir entre 300 et 400 M de barils de pétrole brut au large du Golfe du Mexique. Les opérateurs du contrat pétrolier de cette zone seraient à parts égales Eni et l'entreprise espagnole Repsol.

Les Etats-Unis souhaiteraient imposer des droits de douane à hauteur de 25 % et 10 % respectivement sur **les importations d'acier** et **d'aluminium** chinois transitant par le Mexique. Au total, l'acier chinois et l'aluminium fondu à l'étranger représenteraient respectivement 13 % et 6 % des importations étatsuniennes en provenance du Mexique. Selon l'administration Biden, cette mesure entrée en vigueur ce mercredi 10 juillet viserait à protéger l'industrie nationale et à assurer la sécurité économique du pays. Par conséquent, le gouvernement mexicain serait plus de vigilant sur les informations relatives au pays d'origine de leurs importations. Les mesures pourraient en outre impacter les producteurs mexicains utilisant de l'acier ou de l'aluminium provenant de l'étranger comme composant intermédiaire dans leur processus de production.

Finances publiques

Selon le Centre de Recherche Economique et Budgétaire (CIEP), le gouvernement de Claudia Sheinbaum débourserait 42 Mds EUR (1 % du PIB) durant son sexennat comme soutien financier aux entreprises publiques Petroleos Mexicanos (Pemex) et CFE (EDF mexicain). Associé à l'objectif de réduction du déficit public en 2025 à 3 % du PIB (contre 4,9 % en 2024), ce soutien budgétaire significatif impliquerait une réduction des dépenses sociales, au profit de la politique énergétique.

Selon le Ministère des Finances, les mexicains dépenseraient deux fois plus en **matière de santé que la moyenne des pays de l'OCDE**. En 2021, les dépenses de santé à la charge du patient auraient atteint 41 % (contre 39 % en 2019) des

dépenses totales. A titre de comparaison, la moyenne des pays de l'OCDE s'établirait à 19 % des dépenses totales. En 2022, les dépenses publiques mexicaines auraient représenté 51 % des dépenses totales de santé, le reste étant couvert par les dépenses personnelles et privées. Par ailleurs, les dépenses publiques mexicaines consacrées à la santé atteindraient à peine 3 % du PIB, contre les 6 % recommandés par l'Organisation Mondiale de la Santé, expliquant ainsi la part importante des dépenses à la charge du patient.

Les recettes fiscales mexicaines auraient augmenté de 6,1 % g.a. au T1 2024 **selon l'administration fiscale mexicaine (SAT)**. Sur la période, l'impôt sur le revenu aurait généré 75 M EUR (+ 3 M par rapport au T1 2023), la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) aurait permis la collecte de 35 M EUR (+ 3 M) et l'impôt spécial de la production et des services (IEPS) aurait généré 16 M EUR (+ 6 M). Ces performances auraient dépassé les attentes notamment en raison de l'évolution du prix du pétrole pour l'IEPS et des prix en général pour la TVA.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 11/07/2024
Bourse (IPC)	0,00%	-2,10%	55796,26 points
Change MXN/USD	-2,20%	+5,2%	17,77
Change MXN/EUR	-1,38%	+2,7%	19,32
Prix du baril mexicain	-1,94%	+12,6%	75,84

Amérique centrale

Costa Rica

Le taux de chômage serait de 8,5 % en moyenne au T2 2024 (contre 10,1 % au T2 2023), **selon l'Institut National des statistiques**. Le nombre de personnes travaillant dans le

secteur informel serait actuellement de 820 000, sans évolution par rapport à 2023, représentant 35,2 % de la population active.

Le Costa Rica a été désigné hôte du neuvième Sommet du tourisme durable et social, qui aura lieu en mai 2025. Le Ministre du tourisme costaricien s'est félicité de cette décision d'autant que depuis début 2024, et pour les quatre prochaines années, le Costa Rica préside déjà le Comité de Tourisme et de soutenabilité de l'Organisation Mondiale du Tourisme des Nations-Unies.

El Salvador

Pour le huitième trimestre consécutif, l'industrie manufacturière se serait contractée, de 4 % g. a. au T1 2024. Cette tendance serait due à une baisse de la demande extérieure (notamment des Etats-Unis) et l'inflation qui limiterait le pouvoir d'achat des salvadoriens selon la Corporation des exportateurs du Salvador. Selon la Banque Centrale, au cours des cinq premiers mois de l'année des marchandises d'une valeur totale de près de 2,7 Mds USD auraient été exportées, soit 151 M USD de moins qu'à la même période l'an dernier.

L'Accord de financement avec l'Arabie Saoudite a été ratifié à l'unanimité par la commission des finances. Pour un montant de 83 M USD, l'emprunt devrait financer la construction d'une centrale électrique d'une capacité de production de 5,43 MW et qui devrait traiter 70 % des eaux usées de la zone métropolitaine de San Salvador.

Près de 160 000 salvadoriens auraient été au chômage en 2023, soit 5,2 % de la population active. Selon une enquête du Bureau national des statistiques et du recensement le nombre de chômeurs aurait augmenté de 10 000 entre 2022 et 2023 soit une hausse de 6,6 % g.a.. Le nombre de chômeurs resterait néanmoins inférieur au pic de 2020, où il dépassait les 200 900, en raison de l'impact économique généré par la pandémie.

Guatemala

Le PIB aurait cru de 3,5 % g.a. au T1 2024 selon la Banque Centrale. Le rythme inflationniste se serait ralenti en juin, en clôturant le premier semestre à 3,6 % g.a. (contre 3,76 % g.a. enregistrés en mai). Le crédit bancaire au secteur privé aurait augmenté de 15,6 %, les prêts à la consommation se démarquant avec une augmentation de 22,2 %.

Le Ministre des finances aurait dénoncé les intimidations de la Fiscalia et demandé une protection à la Cour suprême. Malgré l'immunité de Jonathan Menkos liée à sa fonction, les procureurs mènent des enquêtes sur ses actions, et se serait notamment rendu sur son lieu de travail le 11 juin dernier. Depuis la victoire électorale d'Arévalo en 2023, la Fiscalia, dont la direction a été sanctionnée par les États-Unis pour corruption, poursuivrait le nouveau gouvernement et le parti au pouvoir selon plusieurs médias.

Honduras

Le Honduras aurait soumis un portefeuille de projets de 350 M USD à la Banque de **développement d'Amérique** latine et Caraïbes (CAF). En attente d'approbation, le gouvernement aurait expliqué que le chemin de fer interocéanique ou encore la route reliant San Pedro Sula à Chamelecón faisaient partie des principaux projets prévus par ce financement. 80 M USD seraient destinés à des projets d'inclusion sociale et de promotion de l'égalité des sexes.

Le pays aurait clôturé le premier semestre 2024 avec une inflation cumulée de 2,2 % g. a. En baisse par rapport aux 2,5% g.a. enregistré au S1 2023, les secteurs de l'alimentation et des boissons non alcoolisées, du logement, de l'eau et de l'électricité, ont été les plus influents dans le comportement de l'inflation en juin avec 0,14 point chacun. Selon les projections publiées par la Banque Centrale dans le programme monétaire 2024-2025, l'inflation devrait se situer entre 4 % et 5 % cette année.

Nicaragua

La bourse du Nicaragua se serait effondrée de 55 % g.a. au premier semestre. Entre janvier et juin de cette année, seuls 20,3 Mds de córdobas ont été échangés sur le marché boursier, contre 45,1 Mds observés au cours de la même période l'année dernière. 97,24 % des opérations auraient été réalisées par le secteur public selon la Bourse du Nicaragua. Une contraction d'une telle proportion remonterait à 2018, période d'entrée en récession à la suite de soulèvements civiques et de l'impact de la crise sanitaire.

Daniel Ortega aurait autorisé l'augmentation du plafond annuel de la dette extérieure du gouvernement de 707 M USD à 1,2 Md USD. Le 24 juin dernier, le gouvernement avait souscrit à deux prêts auprès d'entreprises chinoises pour 282 M USD. La dette extérieure du gouvernement auprès de ce seul pays s'élèverait à plus de 849 M USD depuis le début de l'année.

L'Assemblée Nationale autorise un prêt de 103 M USD auprès de l'Arabie Saoudite. Ce montant devrait permettre la construction d'un hôpital sur la côte caribéenne. Selon l'exécutif, le bâtiment devrait faire 25 000 m² et comprendre 310 lits, quatre salles d'opération et des unités de soins intensifs. L'accord avait été signé à Managua le 6 juin dernier par le ministère des finances et du crédit public.

Panama

La Cour suprême de justice a rétabli une loi approuvant les limites du bassin hydrographiques du Canal de Panama, et déclaré inconstitutionnelle une précédente loi qui rétrécissait ces-dernières. Cette décision devrait permettre à l'Autorité du Canal de Panama (ACP) de construire un nouveau réservoir autour du Rio Indio, garantissant le fonctionnement du Canal et les besoins en eau de la population pour les 50 prochaines années. Selon les prévisions de l'ACP, 400 M USD devraient être mobilisés pour financer la relocalisation des familles affectées par les travaux, et 1,2 Md USD pour la construction et le fonctionnement des opérations du Canal.

Pour le Président Mulino, le développement de biocarburants devait être une priorité face à **l'inflation importée** des combustibles fossiles ces dernières années. En 2022, le

pays aurait importé 11,7 M USD de pétrole raffiné, faisant du Panama le 25ème importateur mondial. Selon le Président, la production de biocarburants pourrait stimuler l'économie panaméenne, à travers la création de nouveaux emplois et la hausse des investissements.

Dans le cadre de la réunion semestrielle des Etats membres du MERCOSUR, le Président invité Mulino a accepté que son pays entame le processus d'adhésion. Il s'agirait d'une opportunité historique pour le Panama, soulignant l'importance des connexions financières et logistiques du pays.

Caraïbes

L'ouragan Beryl de catégorie 5 a touché plusieurs îles des Caraïbes. Il aurait fait 32 victimes dans la région, touchant principalement les Etats-Unis (12 morts), le Venezuela (7 morts), la Grenade (6 morts), la Jamaïque et Saint-Vincent-et-les-Grenadines, avec 3 morts chacun, et la Barbade (1 mort). Le Canada (1,2 M USD) et la Banque de développement d'Amérique latine et des Caraïbes (0,8 M USD) fourniraient de l'aide humanitaire d'urgence dans la région.

Saint-Vincent-Et-Les-Grenadines

Le Premier ministre de Saint-Vincent-et-les-Grenadines a déclaré que la réparation et la reconstruction des infrastructures endommagées par **l'ouragan Beryl** coûterait près de 111 M USD. L'ouragan Beryl a touché durement une partie des îles de Saint Vincent et Les Grenadines : Saint-Vincent, Union Island (4 000 habitants - 90 % de toutes les infrastructures et bâtiments sont détruits), Palm Island (entièreté du complexe touristique détruit), Petit Saint Vincent, Canouan et Mayreau (90 % des maisons détruites).

Trinité-Et-Tobago

Le Ministre des finances a annoncé une augmentation du déficit budgétaire en 2024 , en raison de faibles recettes énergétiques. Celui-ci atteindrait 1,3 Md USD, contre 736 M USD estimés initialement.

L'agence de notation Moody's a dégradé la perspective de la note souveraine (Ba2) de « positive » à « stable ». Cette révision se fonde sur la vulnérabilité extérieure croissante du pays, comme le souligne le taux accéléré de prélèvements sur les réserves de change du pays au T1 2024. Début juin, toutefois, un rapport du FMI déclarait pour la première fois depuis dix ans, que le pays connaissait une reprise économique soutenue sur les derniers mois tout en défendant des prévisions optimistes pour la suite en matière de croissance économique (2,4 % en 2024) et de lutte contre l'inflation.

Jamaïque

Le FMI a conclu un accord avec les autorités jamaïquaines au titre de la troisième revue de la ligne de précaution et de liquidité (PLL) et de la facilité de résilience et de

durabilité (RSF). La Jamaïque a été félicitée de ses efforts sur les dernières années, qui lui auraient permis de réduire sa dette publique, de lutter efficacement contre le chômage et de renforcer sa croissance économique. Néanmoins, selon le FMI, le pays devrait surveiller particulièrement les possibles chocs exogènes pouvant entraver sa croissance économique en impactant le tourisme ou le prix des produits de base importés. Cet accord se montre optimiste quant à la capacité du pays à dégager des excédents primaires permettant d'atteindre un ratio dette/PIB de 60 % d'ici à 2027/2028, comme prévu par la loi de responsabilité budgétaire. Le Conseil d'administration du FMI devrait valider cet accord en août.

Cuba

Cuba souhaite **redynamiser le secteur de l'élevage avec l'appui de la FOA**. Un programme, lancé par le Ministère cubain de l'Agriculture avec l'assistance technique de la FAO et une aide financière de 5,3 M USD provenant du *Fonds pour l'environnement mondial*, vise à soutenir le développement de l'élevage tout en favorisant le passage vers des modèles de gestion plus résilients et durables. Cette initiative encourage l'intégration de systèmes sylvopastoraux ainsi que la préservation du bien-être et de la santé des animaux. Baptisé *Agro-paysages durables*, ce projet cherche également à réduire les *pressions sur les ressources naturelles* dans cinq municipalités de l'Orient de Cuba, en intégrant la conservation de la biodiversité dans la production de café, du cacao et dans l'élevage.

République Dominicaine

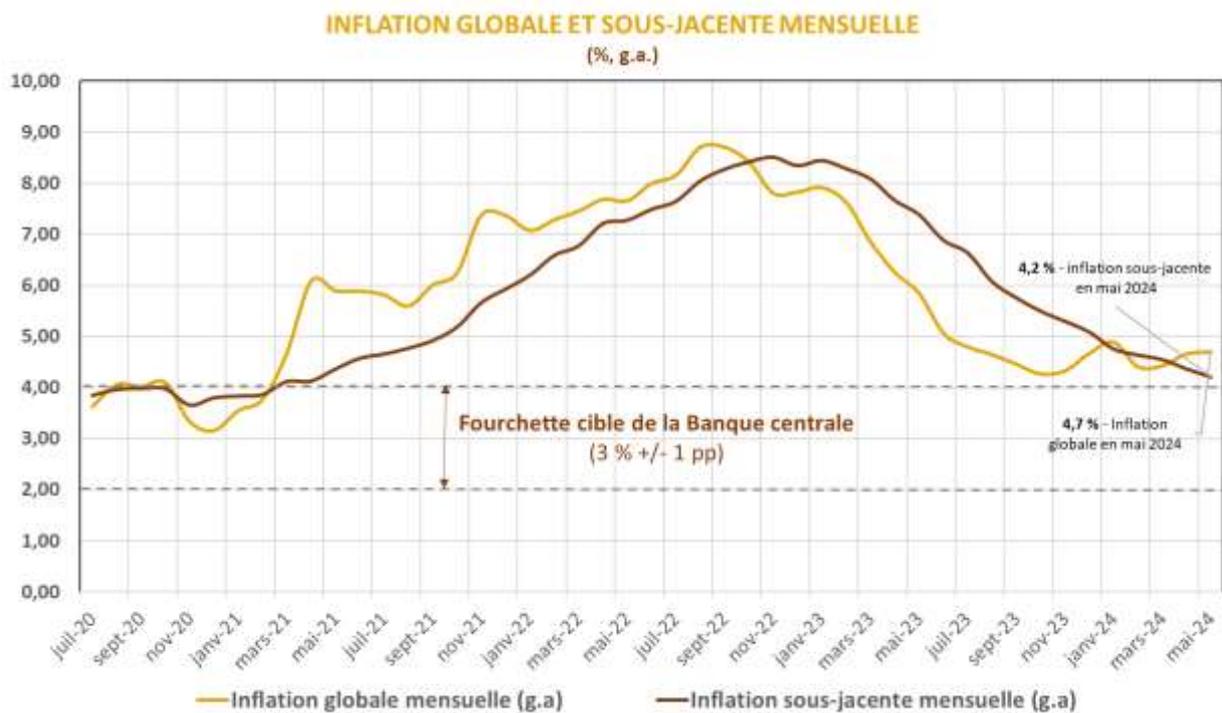
Selon les données de la Surintendance des Banques, le système financier dominicain serait resté stable **depuis le début de l'année 2024**, grâce à des niveaux de solvabilité et de liquidité en hausse. Le ratio de solvabilité bancaire croît depuis novembre 2023, atteignant 17,6 % en mars 2024, soit + 0,3 points de pourcentage en glissement annuel, et +1,7 points depuis novembre 2023. Les fonds propres auraient également poursuivi leur trajectoire haussière. Le système bancaire présenterait 6,3 Mds EUR de fonds propres réglementaires, soit une augmentation de +12,5 % en glissement annuel.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 810,1	- 8,6 %	5,7 %	3,9 %	3,2 %	2,4 %	55,6 %	4 %	11 %
Belize	0,5	3,1	-13,7 %	17,9 %	8,7 %	4,7 %	3,4 %	62,9 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	-4,3 %	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	60,6 %	0,3 %	5,75 %
Guatemala	19,4	102	-1,8 %	8 %	4,1 %	3,5 %	3,5 %	27,6 %	4 %	5,00 %
Honduras	10,7	34,9	-9 %	12,5 %	4 %	3,5 %	3,6 %	44,6 %	4,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	4,7 %	3,5 %	39,2 %	5 %	7,00 %
El Salvador	6,4	34	-7,9 %	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3 %	84,4 %	0,9 %	--
Haïti	12,4	21,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	-1,9 %	- 3 %	14,9 %	23 %	10,00 %
Jamaïque	2,8	18,9	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2,2 %	1,8 %	67,5 %	5 %	7,00 %
Panama	4,5	83,4	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	54,1 %	1,7 %	--
République Dominicaine	10,8	120	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,4 %	59,5 %	4,2 %	7,00 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

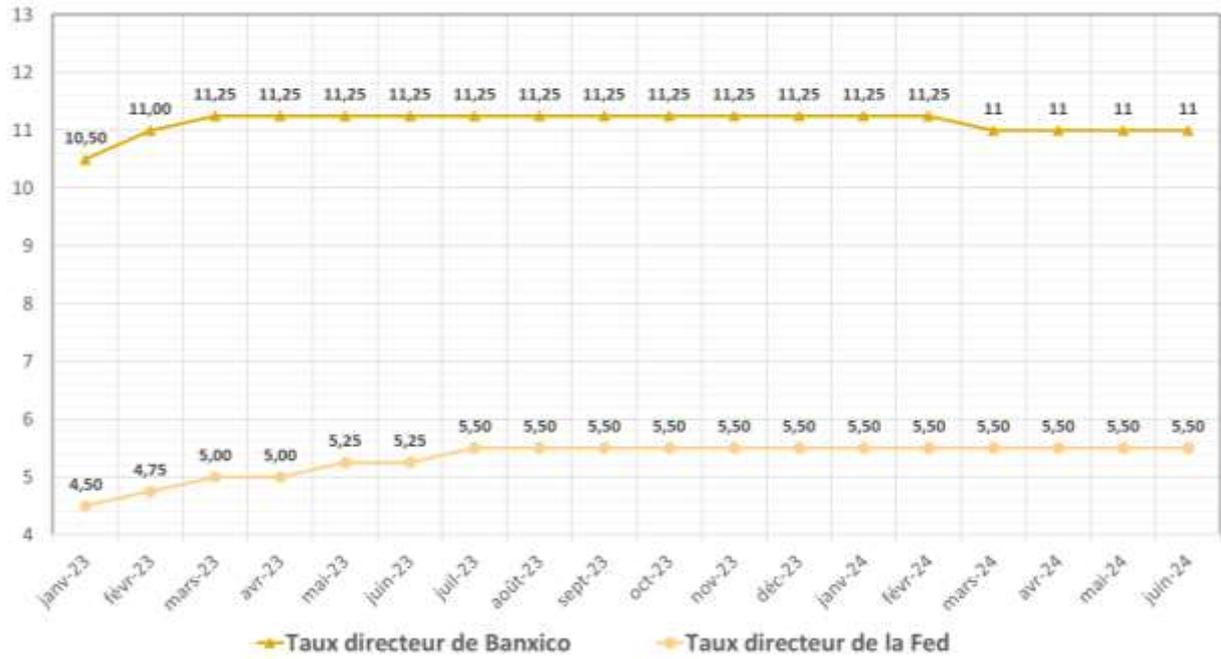
Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2023

– Annexe Graphique Mexique –



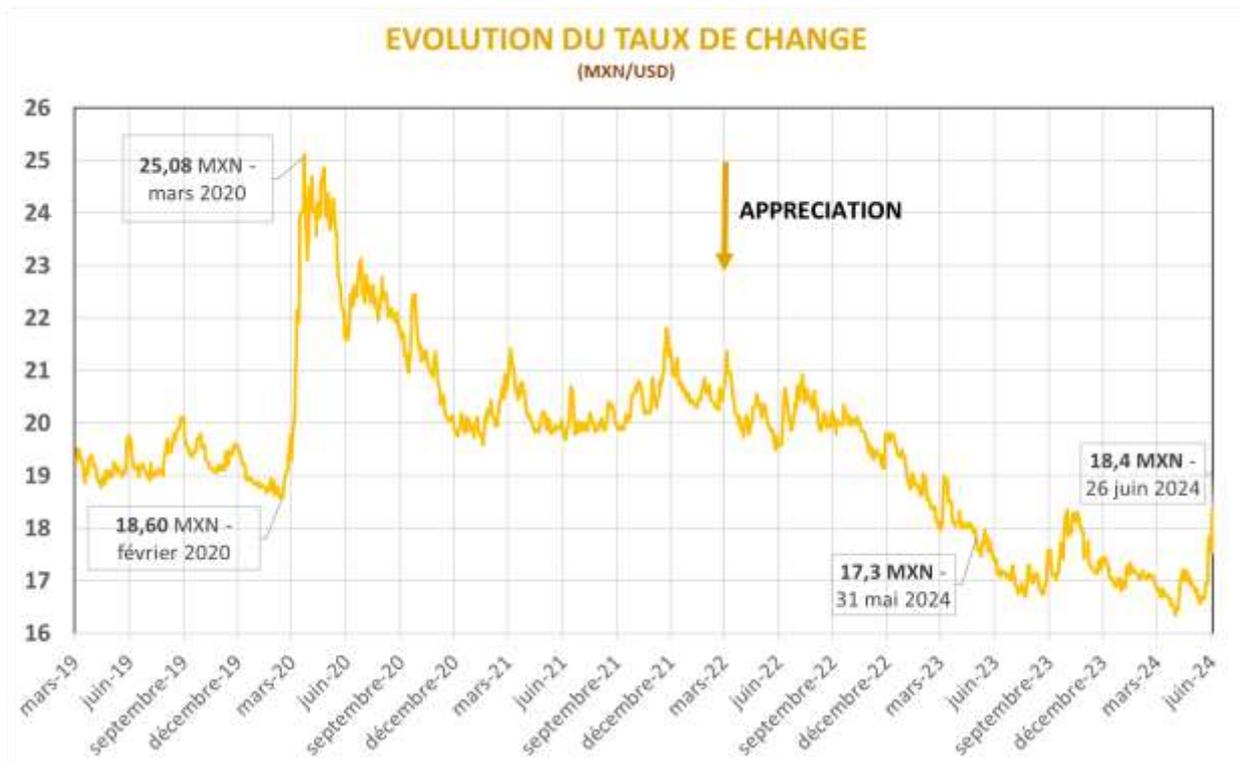
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

**DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**

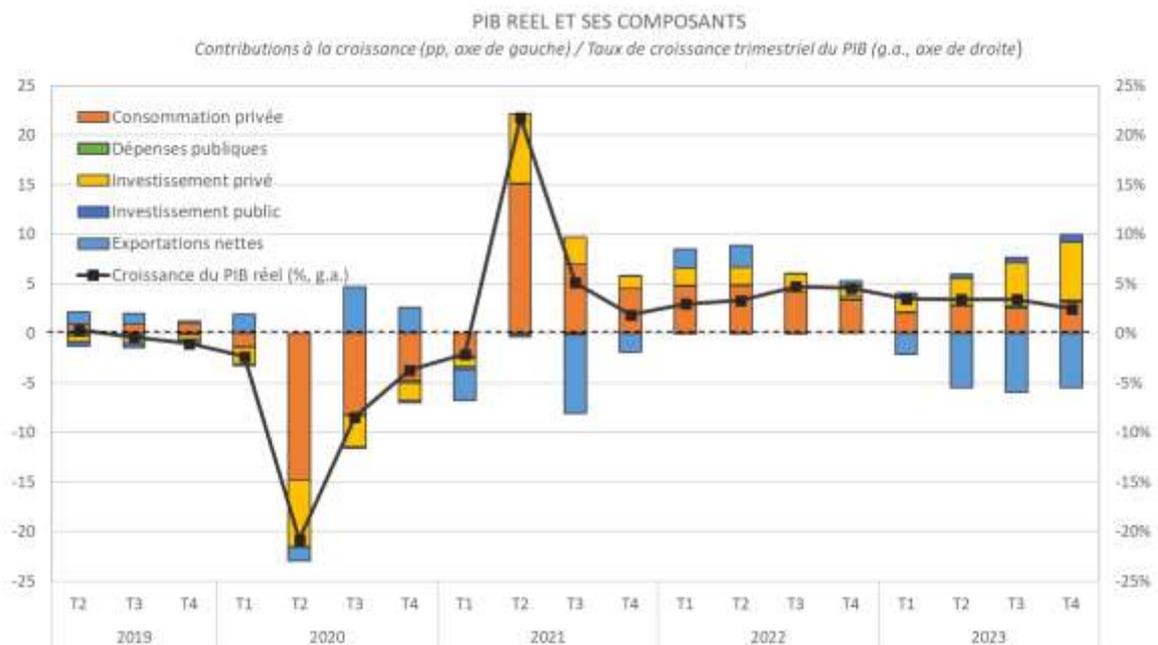


date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550
avr-24	11	5,50	550
mai-24	11	5,50	550
juin-24	11	5,50	550

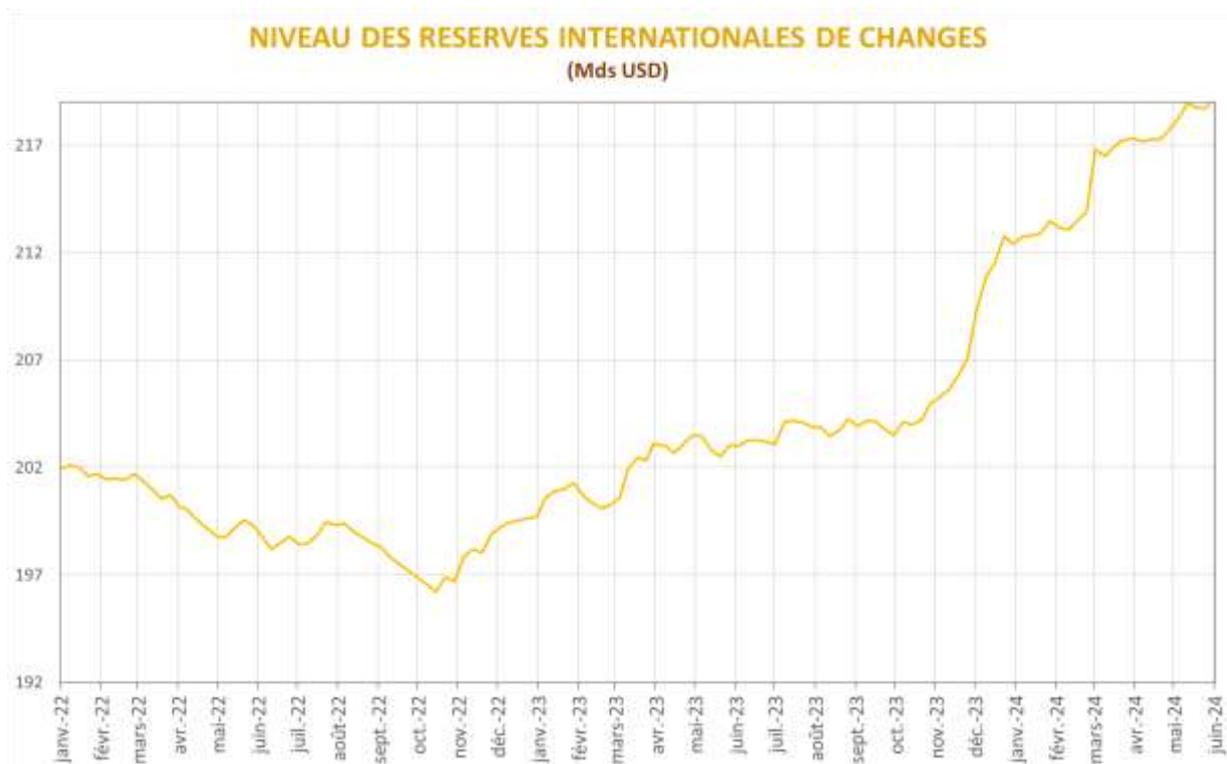
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr